http://levenissian.fr/Arguments-pour-l-emploi-dans-les-entreprises-Le-cas-General

Arguments pour l'emploi dans les entreprises : le cas General Electric

- Vie politique - Luttes sociales -

Date de mise en ligne : samedi 10 octobre 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Un tract diffusé dans le rassemblement organisé par les communistes ce 9 octobre place Guichard. Il revient sur la question au coeur de tout les conflits dans les restructurations industrielles qui se multiplient en cette année de crise économique brutale : Qui doit décider de l'emploi ?

[http://levenissian.fr/sites/levenissian.fr/local/cache-vignettes/L400xH72/1000000000004cd000000dd2bd8c729cf32e009-f2ac8.png]

General Electric, remettre en cause le monopoly capitaliste

Le voeu proposé par les élus communistes de la métropole de Lyon avec les élus FI a été porté par la majorité gauche-écologistes et adopté à l'unanimité. Il est vrai que personne ne peut se taire face à la destruction d'emplois et de savoir-faire par un groupe qui avait promis la création de 1000 emplois pour racheter l'entreprise historique, et de plus, dans une France qui connaît à l'heure actuelle 569 plan sociaux !

Comme les salariés, nous avons conscience de l'ampleur de la difficulté, remettre en cause la décision stratégique d'un groupe immense dont un président emblématique était surnommé *« bombe à neutron »* car il détruisait massivement l'emploi sans détruire le capital. A l'évidence et c'était l'objectif de ce voeu, il faut une intervention déterminée de l'état. Le soutien de la métropole, de la ville de Villeurbanne lundi, de la région ensuite peut y aider

Bien entendu, nous n'avons pas tous la même analyse des causes de cette situation et des solutions à y apporter. C'est pourquoi, tout en recherchant l'action commune la plus large possible, les communistes veulent aider à comprendre pourquoi depuis la phrase malheureuse de Jospin face à la fermeture de Vilvorde sur l'état qui ne peut pas tout, tous les gouvernements successifs ont parlé de l'industrie, annoncé des plans, mais tous se sont révélés impuissants à inverser une tendance lourde à la désindustrialisation. Et il faut le retour au nationalisme à la Trump et sa guerre économique dévastatrice pour les peuples pour voir quelques relocalisations en occident, sans inverser la tendance longue en France.

Les communistes considèrent que la raison fondamentale est lié au système capitaliste lui-même, devenu incapable d'assurer le développement économique et social. L'industrie est plombée par une exigence de rentabilité d'un capital sur-accumulé qui est un véritable cancer au seul service de ce qu'il faut bien nommer des oligarchies à la Soros. Tout repose sur une bourse folle capable de faire croire que Tesla vaut plus que Toyota, ou que les GAFA peuvent valoir plus de 1000 milliards chacun, ce qui n'a évidemment aucun sens. Il s'agit simplement de la guerre entre capitalistes car ces sommes folles permettent à un petit nombre de prédateurs de décider de ce qu'il faut bien appeler un véritable monopoly capitaliste, et laisse la majorité des entreprises de taille moyenne à leur merci.

C'est pourquoi il n'y a pas de réponse **dans** ce monopoly capitaliste, il faut en sortir. il faut que les décisions d'investissements industriels ne soient plus dépendantes des intérêts privés de quelques uns, mais traduisent l'intérêt général de répondre aux besoins individuels et collectifs en biens matériels et de services, en infrastructures de transport, énergétiques, numériques, etcâ€¦ Il faut que les investissements industriels fassent l'objet d'un débat

Copyright © Le Vénissian

public, politique, impliquant toutes les parties prenantes dans une filière. On peut s'inspirer d'une phrase célèbre de la déclaration des droits de l'homme en disant *« Les investissements privés ne doivent être fondés que sur leur utilité commune ! »* C'est pourquoi il faut un plan national du développement qui ne soit pas seulement un outil de communication, mais un véritable outil stratégique de pilotage des investissements par la démocratie politique.

C'est pourquoi il faut mettre en débat la nationalisation de grands groupes stratégiques comme General Electric. Gérard Collomb nous avait répondu il y a quelques années que la seule solution était *« la destruction créatrice »*, qui ferait grandir de jeunes pousses en détruisant de vieilles entreprises inadaptées. Ce charabia idéologique ne sert que les prédateurs et les opportunistes de toute sorte, ces chasseurs d'or cachant derrière le numérique de terribles reculs sociaux à la Uber.

Le monde change, à grande vitesse, et le temps de cette mondialisation capitaliste occidentale triomphante est derrière nous. Le développement du Sud poussé par la Chine, les difficultés grandissantes des USA ayant pris acte de leur recul dans la mondialisation, tout doit nous pousser à innover, à sortir des modèles économiques du passé, à sortit de la « concurrence libre et non faussée » sur laquelle est fondée l'Union Européenne, et à inventer un monde de coopérations dans l'intérêt de tous les peuples.

C'est essentiel dans ce secteur de l'énergie ou depuis des années, la transition énergétique a été utilisé contre le service public et les droits des salariés. Il faut remettre en cause cette transition énergétique capitaliste qui détruit la cohérence des filières technologiques de l'électricité en France, chez EDF, ENEDIS, Alstom devenu General Electric ou Schneider.

Il faut reconstruire un grand service public de l'énergie, nationaliser ENGIE déprivatiser EDF, et planifier une mixité énergétique qui doit se défaire de tout lobby privé, et ne viser qu'un objectif, le droit à une énergie décarbonée et accessible pour tous ! C'est ce qui permettra de reconstruire des filières industrielles dans laquelle les investissements privés ne pourront agir que dans le cadre du plan public.

C'est indispensable pour les salariés de General Electric, comme pour toute la filière et pour les usagers de l'électricité.

Copyright © Le Vénissian